

2 juin 2021

Afghanistan : La milice du soulèvement populaire du district de Nazyan

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Les milices de soulèvement populaire	3
1.1.	Création	3
1.2.	Soutien des pouvoirs publics	3
1.3.	Organisation et activités	4
1.4.	Controverses	5
1.4.1.	L'absence de mécanisme de contrôles ou de sanctions	5
1.4.2.	Les violations des droits humains.....	5
1.4.3.	La loyauté et l'allégeance des combattants	6
2.	Situation des milices de soulèvement populaire du district de Nazyan, province de Nangarhar....	6
2.1.	L'engagement des Shinwari	7

Résumé : Les milices de soulèvement populaire (*Popular Uprising Groups*) désignent des groupes armés financés par les services de renseignement afghans destinés à mobiliser la population locale contre les talibans dans le cadre d'une stratégie contre-insurrectionnelle utilisée par les Etats-Unis en Irak. Le premier groupe a été créé en 2013 dans le district d'Andar. Ses membres sont des volontaires, payés par les services de renseignements mais les milices, bien que créées dans le cadre d'une politique publique, sont dénuées d'existence légale et fonctionnent de manière particulièrement opaques. A Nazyan, la milice est financée partiellement par un homme politique local, Haji Zahir Qadir. La majorité des membres de cette milice sont de la tribu Shinwari, majoritaire dans ce district. Ils ont mené des combats contre les talibans mais surtout contre l'Organisation Etat Islamique.

Abstract : Popular Uprising Groups refer to armed groups funded by Afghan intelligence services which are meant to mobilize the local population against the Taliban as part of a counterinsurgency strategy similar to the one used by the United States in Iraq. The first group was created in 2013 in Andar district. Its members are volunteers, paid by the intelligence services, but the militias, although created under a public policy, are devoid of legal existence and operate in a particularly opaque manner. In Nazyan district, the militia is partially funded by a local politician, Haji Zahir Qadir. The majority of the members of this militia are from the Shinwari tribe, the majority in this district. They fought against the Taliban but especially fought against the Islamic State Organization.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Les milices de soulèvement populaire

Le terme de « soulèvement populaire » (en anglais : « *people's uprising* », ou bien « *public uprising* » ou encore « *popular uprising* ») est utilisé dans le contexte afghan pour désigner **des forces armées contre-insurrectionnelles mobilisées au niveau local, soutenues et financées par les services de renseignements (National Directorate Service, NDS)**¹. Elles sont soutenues par le gouvernement américain², qui a cherché à adopter une stratégie contre-insurrectionnelle fondée sur le soutien aux structures locales similaire à la stratégie adoptée en Irak³. Le NDS étant financé en partie par la CIA, « une partie des fonds de la CIA est destinée aux forces de soulèvement soutenues par le NDS bien que les sommes ne soient pas claires⁴ ».

Ces milices portent le nom officiel de « forces de soulèvement populaire » ou « de soulèvement public⁵ » (« *wolesi patsunin* » en pachto et « *kehzesh-e mardomi* » en persan⁶).

1.1. Création

Les premières milices officiellement nommées « de soulèvement populaire » ont été créées dans le district d'Andar, situé dans la province de Ghazni, en 2013, d'après un article du journal afghan *TOLO News*⁷. Toutefois, selon un rapport du think-tank *Global Public Policy Institute* (GPPI) portant sur le phénomène milicien en Afghanistan, **ce terme de « soulèvement populaire » a été utilisé par d'anciens combattants talibans s'étant retournés contre le mouvement insurgé dans le district d'Andar en 2012, protestant notamment contre la fermeture des écoles, avant de désigner officiellement les milices financées par le NDS**⁸. Les autorités afghanes et la hiérarchie militaire américaine ont ainsi pris cette mobilisation hostile aux talibans, présentée comme « spontanée », comme un nouveau modèle possible de mobilisation locale, malgré le fait que ces miliciens n'étaient pas progouvernementaux mais s'inscrivaient dans des luttes factionnelles internes aux talibans⁹.

1.2. Soutien des pouvoirs publics

Le rapport du GPPI précise que ces milices, malgré les risques d'alimenter les conflits locaux et une certaine méconnaissance des enjeux de la part des forces internationales, ont été soutenues rapidement par les pouvoirs publics : « contrairement au modèle de la police locale afghane (*Afghan Local Police*, ALP) et ses règles, **ces forces ont été formalisées et armées avec peu de contrôle préalable concernant leurs compétences ou l'image qu'elles avaient dans la communauté**. Les résultats ont été mauvais, comme il aurait été possible de le prédire. Cela a alimenté la mobilisation de milices indisciplinées répondant à des intermédiaires locaux et a déclenché une période de violence intestine particulièrement laide, même pour les normes d'Andar¹⁰ ».

Selon un article publié par le centre de recherche indépendant *Afghanistan Analysts Network* (AAN), « les communautés locales dans de nombreuses parties des districts d'Achin, de Khogyani et de Sherzad ont mis en place et financé leurs propres forces de soulèvement contre l'ISKP [ndlr : *Islamic State in Khorasan Province*, le nom utilisé pour désigner la branche locale de l'Organisation Etat Islamique, OEI]. **En 2016, le gouvernement est intervenu en faveur de ces milices en fournissant des munitions et un soutien logistique**¹¹ ». En 2017, ces milices locales bénéficiaient toujours d'un soutien gouvernemental officiel, comme cela a été réaffirmé par Mohammad Sarwar Danish, deuxième

¹ GPPI, 07/2020, p.10, [url](#) ; Wall Street Journal, 05/04/2016, [url](#)

² AAN, 25/03/2019, [url](#)

³ GPPI, 07/2020, p.23, [url](#)

⁴ GPPI, 07/2020, p.40, [url](#)

⁵ SOFREP, 30/12/2020, [url](#)

⁶ AAN, 15/01/2019, [url](#)

⁷ TOLO News, 12/08/2017, [url](#)

⁸ GPPI, 07/2020, p.41 et p.59, [url](#)

⁹ GPPI, 07/2020, p.41 et p.59, [url](#) ; AAN, 22/05/2018, [url](#)

¹⁰ GPPI, 07/2020, p.60, [url](#)

¹¹ AAN, 01/03/2020, [url](#)

vice-président afghan cité par *TOLO News* : « **le gouvernement afghan accueille et soutient les forces de soulèvement public**. Nous enjoignons notre peuple, et plus spécialement les jeunes de toutes les régions à n'être pas seulement témoins mais aussi à coopérer avec l'armée nationale et les forces de police en se tenant aux côtés des forces de soulèvement public¹². »

Le journal américain SOFREP, lié à l'armée américaine et ses vétérans, observait dans un article dédié aux milices afghanes que « **les forces de soulèvement public luttent pour la légitimité et le soutien du gouvernement afghan**. Selon leurs commandants, le gouvernement les utilise quand il en a besoin, mais ne leur fournit pas le soutien et la sécurité dont ils ont besoin au quotidien. Ces milices veulent également que leur travail soit légitimé et sanctionné par le gouvernement, pour leur donner une représentation dans la lutte contre les talibans et le soutien de l'Afghanistan¹³. »

1.3. Organisation et activités

L'homme politique Abdul Qayum Rahimi était à la tête du Programme national de soulèvement populaire en 2016¹⁴. Ce programme était initialement inclus dans le portefeuille du Directeur indépendant pour la gouvernance locale mais n'apparaît pas, à la date de mai 2021, sur le site web de cette institution¹⁵.

Ces milices n'ont pas d'existence légale¹⁶, bien qu'elles aient été créées dans le cadre d'une politique gouvernementale¹⁷ et avec le soutien des autorités (voir *supra*, 1.2). Aucun chiffre officiel les concernant n'est disponible (concernant les coûts, le nombre de combattants, la logistique) et il n'existe aucun mécanisme de contrôle officiel concernant leurs activités¹⁸.

Le recrutement des combattants se fait sur la base du volontariat¹⁹. Selon un article publié par l'AAN, un témoin du district d'Achin déclare que **la majorité des combattants sont des volontaires ayant eux-mêmes perdu des membres de leur famille ou de leur communauté en raison de l'avancée de l'OEI²⁰**. Selon le journal *Le Monde*, la majorité des membres des milices de soulèvement populaire ont bénéficié d'entraînements aux armes auprès de la police, la police aux frontières ou encore l'armée nationale²¹.

Le journal *The Diplomat* cite le cas d'un commandant d'une milice de soulèvement populaire, surnommé « Commandant Abasin », dont les déclarations démontrent l'ambiguïté du soutien des autorités : « **J'ai été membre de la police locale, puis j'ai été chargé du "poste" de soulèvement**. Nous nous sommes battus durement pendant deux ans contre Daech et les talibans. Et nous continuerons à défendre notre terre au prix de vies. Mais nous avons besoin d'armes, de coordination, de soutien. Et de l'argent : au cours des trois derniers mois, nous n'avons pas reçu de salaire du tout²² ».

En 2017, *TOLO News* affirmait qu'il existait des milices de soulèvement populaire dans au moins 17 provinces²³. Le journal *Le Monde* cite un chercheur anonyme estimant le nombre de ces milices à « plus de soixante dans tout le pays²⁴ ».

¹² TOLO News, 12/08/2017, [url](#)

¹³ SOFREP, 30/12/2020, [url](#)

¹⁴ Afghan War News, s.d., [url](#) ; National Interest, 09/06/2016, [url](#)

¹⁵ Directeur indépendant pour la gouvernance locale, s.d., [url](#)

¹⁶ AAN, 22/05/2018, [url](#) ; UNAMA, 2015, p. 88, [url](#)

¹⁷ Pajhwok, 23/01/2016, [url](#)

¹⁸ GPPI, 07/2020, p.39-41, [url](#)

¹⁹ SOFREP, 30/12/2020, [url](#)

²⁰ AAN, 01/03/2020, [url](#)

²¹ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

²² The Diplomat, [url](#)

²³ SOFREP, 30/12/2020, [url](#)

²⁴ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

Ces milices se sont développées de manière exponentielle en 2017 à Nangarhar dans le cadre de la lutte contre l'Organisation État Islamique (OEI), au point de se trouver dans 10 districts de cette province en 2019²⁵.

1.4. Controverses

Plusieurs controverses existent autour de l'existence de ces milices. Les principaux débats portent sur l'absence de centralisation et de contrôle de ces groupes armés, les potentiels abus et violations des droits humains perpétrés par de tels groupes sans que ceux-ci ne soient sanctionnés et la question de la loyauté des miliciens.

1.4.1. L'absence de mécanisme de contrôles ou de sanctions

L'article du journal SOFREP soulève la question de la capacité de contrôle de ces groupes par les autorités afghanes : « **Un si grand groupe d'individus armés sans organe dirigeant ni système de contrôle pourrait provoquer l'anarchie.** Dans certains districts, les forces de soulèvement public ont augmenté de façon exponentielle pour atteindre plus d'un millier d'hommes. Les commandants de la milice et les responsables du gouvernement local ont déclaré que ces grands groupes avaient besoin d'un contrôle et d'une organisation centralisés²⁶. » **Ces forces armées sont gouvernées de manière « bien moins transparentes que l'ALP »**, selon le rapport du GPPI, alors même que la gestion de l'ALP soulève déjà de nombreux débats²⁷. Le journal américain *National Interest* soulève pour sa part la question du risque de débordements et d'absence de contrôle des activités des milices, comme le montre le témoignage d'un commandant affirmant « **s'ils [les combattants de l'OEI] tuent nos aînés, nous tuerons les leurs**²⁸ » et citant des actes de décapitation commis par des miliciens dans le district d'Achin.

Plusieurs voix officielles au sein des instances gouvernementales locales afghanes mais aussi au sein des milices ont demandé **une régulation plus stricte de ces groupes armés**, selon *TOLO news*²⁹.

1.4.2. Les violations des droits humains

Le Monde cite anonymement un chercheur spécialisé dans l'influence des milices en Afghanistan, selon lequel « **Dans le passé, de nombreux cas de violations des droits humains par ces milices ont été rapportés à Ghandehar, Badakhshan et dans Nangarhar même.** À Badakhshan et Paktya, elles ont occupé des mines cherchant à avoir une part dans leur exploitation³⁰ ».

Selon le GPPI, le soutien public à la création de milices sans régulation a mené à une exacerbation des niveaux et des types de violences dans le district d'Andar à un degré jusqu'alors inégalé. Ainsi, les auteurs du rapport notent que : « l'ALP et les forces de soulèvement ont mené des représailles contre ceux qu'ils pensaient appartenir ou être favorables à l'ennemi, y compris des civils. Les habitants ont témoigné avoir vu des jeunes armés arrêter des gens venant de villages contrôlés par les talibans et ceux qu'ils soupçonnaient d'être pro-talibans. **Fréquemment, les détenus n'étaient libérés qu'après le paiement d'une rançon ou après avoir été dépouillés de leurs biens. Certains ont été battus**³¹. »

La mission d'assistance des Nations-Unies en Afghanistan (UNAMA) s'inquiétait de la montée en puissance de ces milices pour la sécurité des civils dès l'année 2014. Elle décrivait en janvier 2015 « un incident de punition collective et des crimes allégués impliquant plus de 40 civils et des passages à tabac sévères y compris avec des chaînes métalliques³² ». L'institution notait également que « **les**

²⁵ GPPI, 07/2020, p.40, [url](#)

²⁶ SOFREP, 30/12/2020, [url](#)

²⁷ GPPI, 07/2020, p.39, [url](#)

²⁸ National Interest, 09/06/2016, [url](#)

²⁹ TOLO News, 12/08/2017, [url](#)

³⁰ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

³¹ GPPI, 07/2020, p.60, [url](#)

³² UNAMA, 2015, p. 88, [url](#)

violations répétées des droits humains par les milices de soulèvement populaire ont jusqu'à aujourd'hui été menées impunément, sans être suivies d'enquête ni d'effort de la part du gouvernement pour y remédier³³ ».

Selon le rapport du GPPI, des sources locales dénonçaient « **des arrestations extrajudiciaires, des meurtres, des abus et la profanation de corps** » et « des habitants locaux les accusaient [les miliciens ainsi que l'ALP] de rentrer par effraction dans les domiciles et d'abuser des femmes³⁴ ».

1.4.3. La loyauté et l'allégeance des combattants

L'article du journal *SOFREP* aborde le risque que les miliciens puissent collaborer avec les talibans après la défaite de l'OEI, **posant la question de leur loyauté à un membre de la tribu Shinwari de Nazyan** : « à Jalalabad, Mahmad Hoshim, un *malek* ou leader tribal des Shinwari dans le district de Nazyan, a répondu seulement avec hésitation face à ces accusations et n'est pas parvenu à dissiper clairement ces inquiétudes. **En fait, il a reconnu que puisque les Shinwari sont une grande tribu, il y a eu des Shinwari qui ont soutenu les talibans, et qu'eux-mêmes et peut-être d'autres Shinwari, jusqu'ici neutres ou pro-gouvernementaux désillusionnés par le manque de soutien du gouvernement, préféreraient rejoindre l'émirat des talibans** que la République islamique officielle une fois que l'ennemi commun de l'État islamique sera vaincu³⁵ ».

2. Situation des milices de soulèvement populaire du district de Nazyan, province de Nangarhar

Dans le district de Nazyan, situé dans la province de Nangarhar, la milice du soulèvement populaire a été créée en 2013 à l'issue d'une réunion des sages des tribus (« *loya jirga* »). Elle a été placée sous la direction de Malek Dehghan, « un commerçant du district »³⁶. Le journal *Le Monde* écrivait en 2019 : « **pour le moment, la milice de Nazyan semble entretenir de bons rapports avec les autorités locales. Malik Dehghan a même reçu, pour ses activités en faveur de la sécurité, une lettre du président afghan Ashraf Ghani lui attribuant une médaille prestigieuse** »³⁷. L'un des miliciens interrogés appartient vraisemblablement à la tribu Shinwari puisqu'il est appelé « Abdulrahman Shinwara ». Toujours selon cet article, la milice du Soulèvement populaire était composée localement de combattants « appartenant tous à l'ethnie pachtoune » qui « tentent d'assurer la sécurité dans cette région ». Parmi leurs activités, « ils contiennent, parfois avec l'aide des forces spéciales et de la police afghane, les assauts des insurgés, talibans ou combattants de l'EI³⁸ ». Dans le district de Nazyan, **cette force supplétive comptait en 2019 plus de 500 combattants, recevant des salaires de 10 000 à 15 000 afghanis par mois (soit entre 115 et 172 euros), payés par le NDS³⁹.**

Le journal en ligne *Salaam Times*, lié à l'armée américaine, a également publié le témoignage d'un homme de 29 ans membre de la milice de soulèvement populaire de Nazyan nommé Abdul Azim. Selon lui, **face aux exactions menées par les membres de l'OEI dans le district, les habitants ont « décidé de prendre les armes et de les combattre⁴⁰ »**. Dans son rapport, le GPPI souligne que : « **les forces de soulèvement, comme ce groupe du district de Nazyan dans la province de Nangarhar, n'ont aucun fondement légal en Afghanistan et n'ont pas non plus de financements durables⁴¹ »**.

³³ UNAMA, 2015, p. 88, [url](#)

³⁴ GPPI, 07/2020, p.60, [url](#)

³⁵ National Interest, 09/06/2016, [url](#)

³⁶ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

³⁷ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

³⁸ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

³⁹ Le Monde, 27/08/2019, [url](#) ; AAN, 01/03/2020, [url](#)

⁴⁰ Salaam Times, 18/09/2017, [url](#)

⁴¹ GPPI, 07/2020, p.72, [url](#)

2.1. L'engagement des Shinwari

Selon le journal *Stars and Stripes*, lié au ministère de la Défense des États-Unis, **la milice de soulèvement populaire du district de Nazyan est « menée par Haji Zahir Qadir », vice-président de la Chambre basse du Parlement, doté d'une réputation sulfureuse**⁴². Le journal américain *National Interest*, publication d'un lobby se présentant comme « réaliste » en matière de politique étrangère, note également que « **le soulèvement Shinwari est soutenu par Haji Abdul Zahir Qadir (...)** qui est lui-même originaire de Nangarhar mais n'est pas Shinwari »⁴³. Les adversaires politiques et les critiques de Haji Abdul Zahir Qadir dénoncent le fait que « **le soulèvement tribal ne soit rien d'autre qu'une tentative d'établissement d'une milice privée par Qadir pour son propre bénéfice**⁴⁴ ».

Le district de Nazyan, situé à Nangarhar, est principalement peuplé de Pachtounes appartenant notamment à la tribu Shinwari⁴⁵. Plusieurs photographies montrant de jeunes miliciens de ce groupe de soulèvement populaire de Nazyan prises par le photographe Andrew Quilty illustrent le rapport du GPPI comme l'article du journal *Le Monde*⁴⁶.

En 2010, les représentants de la tribu Shinwari, dont l'un de ses aînés, Hajji Malik Osman, avaient annoncé avoir signé un accord « pour engager leur clan contre les talibans dans six districts de l'est du pays, où vivent la majorité des Shinwari ». Cet accord prévoyait de menacer les quelques 400 000 membres de la tribu qui « autorisent les talibans dans leurs villages » à être condamnés au paiement d'une amende de plus de 10 000 dollars américains (plus de 8000 euros) ou de risquer de voir leur domicile incendié. Selon le site d'informations *RFE/RL*, « le gouvernement des États-Unis s'était engagé à verser plus d'un million de dollars d'aides directement aux membres du clan pour financer des projets locaux » en échange de l'engagement de ces derniers contre les talibans⁴⁷.

⁴² Stars and stripes, 10/05/2016, [url](#)

⁴³ National Interest, 09/06/2016, [url](#)

⁴⁴ National Interest, 09/06/2016, [url](#)

⁴⁵ AAN, 25/03/2019, [url](#)

⁴⁶ Le Monde, 27/08/2019, [url](#)

⁴⁷ RFERL, 03/02/2010, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2021.

Organisation intergouvernementale

United Nations Assistance Mission to Afghanistan, « Afghanistan : Annual report 2014 – Protection of civilians in armed conflict », 02/2015, 122 p., <https://unama.unmissions.org/sites/default/files/2014-annual-report-on-protection-of-civilians-final.pdf>

Institution nationale

République Islamique d'Afghanistan, Directorate indépendant pour la gouvernance locale, s.d., <https://idlg.gov.af/en/>

Think-tanks, universités et centres de recherches

Global Public Policy Institute, « Ghosts of the past », 07/2020, 110 p., https://www.gppi.net/media/GPPi_AAN_2020_Ghosts-of-the-Past_final_updated.pdf

Afghanistan Analysts Network, « Hit from Many Sides 1: Unpicking the recent victory against the ISKP in Nangrahar », 01/03/2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/hit-from-many-sides-1-unpicking-the-recent-victory-against-the-iskp-in-nangrahar/>

Afghanistan Analysts Network, « The Afghan Territorial Force: Learning from the lessons of the past ? », 15/01/2019, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/the-afghan-territorial-force-learning-from-the-lessons-of-the-past/>

Afghanistan Analysts Network, « One Land, Two Rules (4): Delivering public services in embattled Achin district in Nangrahar province », 25/03/2019, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/one-land-two-rules-4-delivering-public-services-in-embattled-achin-district-in-nangrahar-province/>

Afghanistan Analysts Network, « Uprising, ALP and Taliban in Andar: The arc of government failure », 22/05/2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/uprising-alp-and-taliban-in-andar-the-arc-of-government-failure/>

Médias

SOFREP, « Afghan's Militias are Growing. Is that a Good Thing? », 30/12/2020, <https://sofrep.com/news/afghans-militias-are-growing-is-that-a-good-thing/>

The Diplomat, « Islamic State's Linger Legacy in Afghanistan », 05/02/2020, <https://thediplomat.com/2020/02/islamic-states-lingering-legacy-in-afghanistan/>

Le Monde, « A Nangrahar, au sein d'une milice coincée entre l'EI et les talibans », 27/08/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/27/a-nangrahar-au-sein-d-une-milice-coincee-entre-l-ei-et-les-talibans_5503229_3210.html

Salaam Times, « Popular uprisings in Nangrahar strive to stamp out ISIS », 18/09/2017, https://afghanistan.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_st/features/2017/09/18/feature-01

TOLO News, « Danish Says Govt Supports Public Uprising Forces », 12/08/2017, <https://tolonews.com/afghanistan/danish-says-govt-supports%C2%A0public-uprising-forces>

National Interest, « Do You Trust Afghanistan's Anti-ISIS Fighters? », 09/06/2016, <https://nationalinterest.org/feature/do-you-trust-afghanistans-anti-isis-fighters-16535?page=0%2C1>

Stars and stripes, « 11 killed in afghan attack on group fighting Islamic State », 10/05/2016,
<https://www.stripes.com/11-killed-in-afghan-attack-on-group-fighting-islamic-state-1.408895>

Wall Street Journal, « Afghan Spy Agency Enlists Villagers to Hold Off Islamic State », 05/04/2016,
<https://www.wsj.com/articles/afghan-spy-agency-arms-villagers-to-hold-off-islamic-state-1459848602>

Pahjwok Afghan News, « Shinwari elders ask govt to support uprising », 23/01/2016,
<https://old.pajhwok.com/2016/01/23/shinwari-elders-ask-govt-support-uprising/>

Radio Free Europe Radio Liberty, « Risks Seen In Afghan Anti-Taliban Tribal Uprising Plans », 03/02/2010,
https://www.rferl.org/a/Risks_Seen_In_Afghan_AntiTaliban_Tribal_Uprising_Plans/1947852.html

Blog

Afghan War News, « Peoples' Uprising Program (PUP) », s.d.,
<https://afghanwarnews.info/security/peoples-uprising-program.htm>